

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SAU/57

17 mars 2004

(04-1177)

**Groupe de travail de l'accession
du Royaume d'Arabie saoudite**

Original: anglais

ACCESSION DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

Communication du Royaume d'Arabie saoudite

*Questionnaire relatif à la mise en œuvre et l'administration de
l'Accord sur l'évaluation en douane*

La communication ci-après, datée du 15 mars 2004, est distribuée à la demande du Royaume d'Arabie saoudite

QUESTIONNAIRE

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA MISE EN ŒUVRE ET À L'ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE

1. Questions relatives à l'article premier:

a) Ventes entre personnes liées:

- i) Les ventes entre personnes liées sont-elles assujetties à des dispositions spéciales?**
- ii) L'existence de prix de cession entre sociétés est-elle un motif suffisant de considérer que les prix correspondants sont influencés?**
- iii) Quelles sont les dispositions prévues pour communiquer par écrit les motifs en question, si l'importateur le demande? (article 1:2 a))**
- iv) Comment l'article 1:2 b) a-t-il été mis en œuvre?**

Réponse

L'article premier du Règlement d'application de la Loi sur le régime douanier commun du CCG contient une disposition selon laquelle "il n'existera aucune relation entre le vendeur et l'acheteur susceptible d'influer sur la valeur transactionnelle".

Toutefois, dans la pratique, l'Arabie saoudite observe les dispositions du paragraphe 2 de l'article premier de l'Accord sur l'évaluation en douane.

b) Prix de marchandises perdues ou endommagées:

Existe-t-il des dispositions ou des arrangements pratiques spéciaux en ce qui concerne l'évaluation des marchandises perdues ou endommagées?

Réponse

L'article 57 de la Loi sur le régime douanier commun du CCG traite des marchandises perdues et dispose ce qui suit: "Les droits de douane sont perçus d'après les renseignements contenus dans la déclaration en douane. Si l'inspection matérielle révèle une différence entre les marchandises et les indications portées dans la déclaration en douane, les droits et taxes de douane sont prélevés sur la base de ce qui est constaté, sans préjudice du droit de l'administration des douanes de percevoir, le cas échéant, les pénalités applicables en vertu de la présente loi."

En ce qui concerne les marchandises endommagées, leur valeur est estimée en fonction de leur état au moment du dépôt de la déclaration en douane, conformément à l'article 18 de la Loi sur le régime douanier commun du CCG.

Question n° 2

Comment la disposition de l'article 4 qui donne à l'importateur la faculté d'inverser l'ordre d'application des articles 5 et 6 a-t-elle été mise en œuvre?

Réponse

Le paragraphe 4 de l'article premier du Règlement d'application de la Loi sur le régime douanier commun du CCG ("Bases de l'évaluation en douane") prévoit que l'importateur peut demander l'application en ordre inverse de la valeur obtenue par déduction et de la valeur calculée. Cette demande doit être acceptée.

Question n° 3

Comment l'article 5:2 a-t-il été mis en œuvre?

Réponse

L'article 5:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane est mis en œuvre par le paragraphe 3 de l'article premier du Règlement d'application ("Quatrième méthode: valeur obtenue par déduction").

Question n° 4

Comment l'article 6:2 a-t-il été mis en œuvre?

Réponse

L'article 6:2 est respecté par le fait que les autorités douanières d'Arabie saoudite n'ont pas le pouvoir d'obliger les producteurs étrangers de marchandises importées à fournir des données quelconques en vue de déterminer la valeur en douane.

Question n° 5

Questions relatives à l'article 7:

- a) **Quelles dispositions ont été prises pour déterminer la valeur en douane conformément à l'article 7?**
- b) **Quelles sont les dispositions prévues pour informer l'importateur de la valeur en douane déterminée par application de l'article 7?**
- c) **Les interdictions énoncées à l'article 7:2 sont-elles définies?**

Réponse

L'article premier du Règlement d'application de la Loi sur le régime douanier commun du CCG prévoit ce qui suit:

- a) L'article premier du Règlement d'application ("Souplesse des méthodes d'évaluation") prévoit que si la valeur en douane des marchandises importées ne peut être déterminée par l'une des cinq premières méthodes, les cinq méthodes seront employées avec une souplesse raisonnable.
- b) Selon l'article 1:1 2) du Règlement d'application, l'importateur doit obtenir, à sa demande, une description écrite de la méthode employée pour déterminer la valeur en douane.
- c) Les prohibitions énoncées à l'article 7:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane sont citées à l'article premier du Règlement d'application ("Souplesse des méthodes

d'évaluation") sous le libellé suivant: "La valeur en douane des marchandises importées ne peut être déterminée sur la base de ...".

Question n° 6

Qu'en est-il des options offertes par l'article 8:2? En cas d'application du système f.o.b., les prix sortie usine sont-ils aussi acceptés?

Réponse

L'article 1:1 5) du Règlement d'application de la Loi sur le régime douanier commun du CCG prévoit que les frais de transport, le coût de l'assurance et d'autres dépenses pertinentes sont inclus dans la valeur en douane (base c.a.f.).

Question n° 7

Où le taux de change est-il publié, en conformité des prescriptions de l'article 9:1?

Réponse

Les taux de change sont publiés dans le bulletin de l'Agence monétaire saoudienne (SAMA).

Question n° 8

Quelles mesures ont été prises pour assurer, en conformité des prescriptions de l'article 10, le caractère confidentiel de certains renseignements?

Réponse

L'article 1:1 4) du Règlement d'application contient des dispositions concernant la confidentialité de certains renseignements.

Question n° 9

Questions relatives à l'article 11:

- a) Quels sont les droits d'appel de l'importateur ou de toute autre personne?**
- b) Comment l'appelant sera-t-il informé de ses droits à un nouvel appel?**

Réponse

- a) Selon l'article 61 de la Loi sur le régime douanier commun du CCG, l'importateur peut faire appel d'une décision en matière d'évaluation en douane auprès du Comité de l'évaluation du Département des douanes. Les recours contre les décisions du Comité sont du ressort des tribunaux. L'article 1:1 3) du Règlement d'application traite aussi des recours.
- b) L'article 61 de la Loi sur le régime douanier commun du CCG prévoit que l'importateur est informé par écrit de la décision concernant son appel. Il prévoit aussi le droit de recours devant les tribunaux.

Question n° 10

Fournir des renseignements sur la publication, en conformité des prescriptions de l'article 12:

- a)
 - i) des lois nationales applicables en l'espèce;
 - ii) des règlements concernant l'application de l'Accord;
 - iii) des décisions judiciaires et administratives d'application générale relatives à l'Accord;
 - iv) des lois générales ou particulières dont il est fait mention dans les règles de mise en œuvre ou d'application de l'Accord.
- b) De nouvelles règles doivent-elles être publiées? Sur quels sujets porteraient-elles?

Réponse

Les lois, les règlements, la jurisprudence, etc., sont publiés au Journal officiel. Le Règlement d'application a aussi été publié. Les règlements qui seraient éventuellement créés seraient aussi publiés au Journal officiel.

Question n° 11

Questions relatives à l'article 13:

- a) Comment est-il tenu compte, dans la législation nationale, de l'obligation énoncée à l'article 13 (dernière phrase)?
- b) Des explications complémentaires ont-elles été données?

Réponse

Dans le cas d'un retard ou d'un différend concernant la détermination de la valeur, l'article 62 b) de la Loi sur le régime douanier commun du CCG prévoit que les marchandises peuvent être dédouanées moyennant le dépôt d'une caution. Aucune explication supplémentaire n'est prévue.

Question n°12

Questions relatives à l'article 16:

- a) La législation nationale contient-elle une disposition stipulant que l'administration des douanes est tenue d'exposer par écrit comment la valeur en douane a été déterminée?
- b) Existe-t-il d'autres règlements relatifs aux demandes présentées à cet effet?

Réponse

- a) Oui, l'article 1:1 2) du Règlement d'application prévoit que l'importateur peut obtenir, sur demande, une description écrite de la manière dont a été déterminée la valeur en douane.
- b) Non, il n'existe pas d'autres règlements.

Question n° 13

Comment les notes interprétatives de l'Accord ont-elles été incorporées dans la législation?

Réponse

Selon l'article 1:1 8) du Règlement d'application, l'Accord sur l'évaluation en douane sert de référence pour l'interprétation et l'application du Règlement d'application, ce qui inclut donc les notes interprétatives.

Question n° 14

Comment ont été appliquées les dispositions de la Décision du 26 avril 1984 relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées (VAL/6/Rev.1)?

Réponse

La Décision 3.1 du Comité de l'évaluation en douane est mise en œuvre conformément aux dispositions de cette décision.

Question n° 15

Comment ont été appliquées, pour les pays concernés, les dispositions du paragraphe 2 de la Décision du 24 septembre 1984 sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données (VAL/8)?

Réponse

L'Arabie saoudite a opté pour le paragraphe 1 de la Décision 4.1 du Comité de l'évaluation en douane.
